Décrets, arrêtés, circulaires

TEXTES GÉNÉRAUX

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Arrêté du 23 décembre 2024 portant application de l'article 1° du décret n° 2024-1200 du 23 décembre 2024 modifiant le décret n° 2021-1205 du 17 septembre 2021 relatif à la légalisation et à l'apostille des actes publics établis par les autorités françaises

NOR: JUSC2434412A

Le garde des sceaux, ministre de la justice, et le ministre de l'Europe et des affaires étrangères,

Vu la loi nº 2019-222 du 23 mars 2019 de programmation 2018-2022 et de réforme pour la justice ;

Vu l'ordonnance nº 2020-192 du 4 mars 2020 portant réforme des modalités de délivrance de la légalisation et de l'apostille;

Vu le décret nº 2021-1205 du 17 septembre 2021 relatif à la légalisation et à l'apostille des actes publics établis

par les autorités françaises;

Vu le décret nº 2023-25 du 23 janvier 2023 pris pour l'application de règlements européens en matière familiale, d'obtention des preuves et de signification ou notification des actes et portant diverses dispositions relatives au divorce, aux sûretés et à la légalisation et l'apostille;

Vu le décret nº 2024-1200 du 23 décembre 2024 modifiant le décret nº 2021-1205 du 17 septembre 2021 relatif à

la légalisation et à l'apostille des actes publics établis par les autorités françaises,

Arrêtent:

Art. 1^{et}. – Les chapitres I, II et IV à VIII du décret du 17 septembre 2021 susvisé entrent en vigueur le 1^{et} mai 2025 pour les formalités d'apostille et le 1^{et} septembre 2025 pour les formalités de légalisation.

Art. 2. - Le présent arrêté sera publié au Journal officiel de la République française.

Fait le 23 décembre 2024.

Le garde des sceaux, ministre de la justice, Didier Migaud

Le ministre de l'Europe et des affaires étrangères, JEAN-NOEL BARROT